

20.3 Banques - Assurances

En 2011, les établissements de crédit et les organismes d'assurance ont été affectés par la conjoncture économique et financière particulièrement difficile et incertaine. Le nombre des **établissements de crédit** agréés en France a connu une nouvelle et sensible diminution (657 contre 683 à la fin 2010). Cette baisse a principalement concerné les **sociétés financières**, les banques mais également les banques mutualistes ou coopératives. En revanche, les populations respectives des **caisses de crédit municipal** et des institutions financières spécialisées sont restées inchangées.

Le système bancaire et financier français se caractérise par la diversité de son actionariat et par sa large ouverture internationale, qui s'observe à la fois dans l'importance de la présence des établissements étrangers en France et dans celle des établissements de crédit français à l'étranger. Ainsi, à la fin de 2011, sur les 657 établissements de crédit actifs en France, 461 (70 %) sont détenus par des capitaux français et 195 (30 %) par des capitaux étrangers.

Les banques ont recruté plus de 30 000 personnes en 2010, soit un taux d'embauche en progression de 8,3 %. L'effectif global reste stable à fin 2010 : plus de 370 000 personnes travaillent dans l'ensemble du secteur bancaire. Le recrutement demeure en majorité jeune et qualifié : les deux tiers des nouveaux embauchés ont moins de 30 ans et les cadres représentent 44 % des postes pourvus.

Chaque jour, 51,3 millions d'opérations de paiement sont réalisées par les clients des

banques françaises. La carte bancaire reste ainsi le mode de paiement le plus utilisé avec chaque jour près de 23 millions de paiements et 2,4 millions de retraits. Le nombre de chèques émis (2,97 milliards en 2011) est en baisse sur un an, mais représente encore plus de neuf millions d'opérations quotidiennes.

La dégradation de l'environnement financier a également impacté les organismes du secteur des assurances. Après une hausse modérée en 2010, les cotisations en assurance de personnes connaissent une baisse de 12 % en 2011, pour s'établir à 142,1 milliards d'euros en affaires directes France. Ce résultat est la conséquence d'un repli des cotisations en assurance-vie et capitalisation, sous l'effet d'une concurrence accrue de placements plus liquides, tels que le livret A, et d'une hausse des demandes de rachats de contrats. Dans le même temps, au titre des dommages corporels (maladie et accidents), la progression de 1 % en 2011, traduit un net ralentissement par rapport à 2010 (+ 4 %).

Les cotisations des assurances de biens et de responsabilité, toutes branches confondues, s'élèvent à 47,9 milliards en 2011. Elles progressent de 4 %, en lien avec les effets conjugués d'un développement de la matière assurable, de l'apparition de nouvelles garanties et de hausses tarifaires. Cette croissance, la plus élevée depuis 2004, permet aux principales branches un retour vers les équilibres techniques mis à mal ces dernières années, principalement par des événements climatiques d'envergure. ■

Définitions

Caisse de crédit municipal : établissement public communal de crédit et d'aide sociale, qui a notamment pour mission de combattre l'usure pour l'octroi de prêts sur gages corporels dont elle a le monopole. Elle peut réaliser toutes opérations avec les établissements de crédit, recevoir des fonds des personnes physiques et des personnes morales, mettre à la disposition de ces personnes des moyens de paiement et réaliser avec elles des opérations connexes.

Sociétés financières : ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (banque et assurance) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires.

Établissement de crédit, réassurance : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La situation d'ensemble du système bancaire français en 2011 », *Bulletin de la Banque de France* n° 189, septembre 2012.
- « Rapport annuel 2011 », Fédération française des sociétés d'assurances, juin 2012.
- « Rapport d'activité 2011 », Groupement des cartes bancaires, juin 2012.
- « Rapport annuel 2011 », Autorité de contrôle prudentiel, Banque de France, mai 2012 .

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Cotisations des assurances de personnes, de biens et de responsabilité

en milliards d'euros

	2000	2005	2010 (r)	2011
Vie	81,8	108,5	122,9	107,9
Contrats à adhésion individuelle	76,2	102,4	116,9	102,5
Contrats collectifs	5,6	6,1	6,0	5,3
Bons de capitalisation	2,9	4,9	11,0	6,4
Vie et bons de capitalisation	84,7	113,4	133,9	114,3
Décès	5,6	7,2	10,0	10,2
Contrats à adhésion individuelle ¹	1,7	2,2	3,4	3,6
Contrats collectifs	3,9	5,1	6,5	6,6
Maladie ou accident corporel ²	9,4	13,4	17,4	17,6
Contrats à adhésion individuelle	4,6	6,8	9,3	9,6
Contrats collectifs	4,8	6,6	8,1	8,0
Décès, maladie ou accidents	15,0	20,6	27,4	27,8
Assurances de personnes	99,6	134,0	161,2	142,1
Part du marché (en %)	75,9	76,2	77,8	74,8
Automobile	14,6	17,9	18,3	19,0
Biens	9,4	12,7	14,8	15,5
Particuliers	4,7	6,1	7,9	8,4
Professionnels	3,9	5,7	5,9	6,0
Agricoles	0,8	0,9	1,0	1,1
Transports	1,2	1,2	1,0	1,0
Responsabilité civile générale	1,8	3,1	3,4	3,5
Construction	1,1	2,0	2,3	2,4
Catastrophes naturelles	1,0	1,3	1,4	1,4
Divers ³	2,6	3,7	4,8	5,1
Assurances de biens et de resp.	31,7	41,9	46,0	47,9
Part du marché (en %)	24,1	23,8	22,2	25,2
Total des cotisations	131,3	175,9	207,2	190,0

1. Y compris la garantie décès des contrats individuels d'assurance emprunteur depuis 2007.

2. Y compris les garanties complémentaires annexées aux contrats vie ; hors accidents corporels automobiles.

3. Crédits, protection juridique, assistance.

Champ : affaires directes sur le marché français.

Source : FFSA.

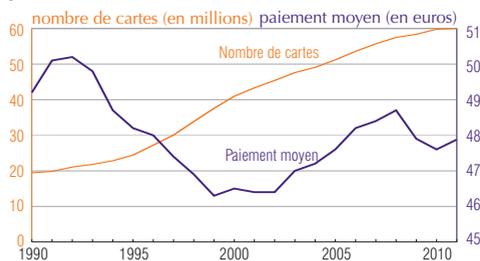
Chiffre d'affaires mondial de l'assurance française

en milliards d'euros

	2000	2011	11/10 en %
Sociétés vie, de capitalisation et mixtes	96,9	144,5	- 13,1
Sociétés dommages	43,5	71,7	4,7
Ensemble des sociétés agréées	140,4	216,2	- 7,9
Filiales d'assurance à l'étranger	54,8	87,6	- 8,2
Sociétés de réassurance et filiales	10,5	15,7	14,6
Chiffre d'affaires mondial	205,7	319,5	- 7,1

Source : FFSA.

Cartes bancaires CB et paiement moyen par transaction de 1990 à 2011



Source : Groupement des Cartes Bancaires.

Établissements de crédit agréés en France

	2010	2011
Banques	206	198
Banques mutualistes ou coopératives	101	95
Caisses de crédit municipal	18	18
Banques¹	325	311
Sociétés financières	287	277
Institutions financières spécialisées	3	3
Sociales d'établissements ²	68	66
Total	683	657

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Établissements de crédit de l'Espace économique européen relevant du libre établissement.

Source : Banque de France.

Moyens de paiement de masse en 2011

	Opérations quotidiennes en milliers	Montants quotidiens en millions d'euros
Chèques	9 112	5 478
Virements	7 549	9 646
LCR et BOR ¹	303	1 142
Débits directs ²	8 920	3 411
Paiements par cartes ³	22 969	1 085
Retraits par cartes ³	2 422	145
Total	51 275	20 907

1. Lettre de change relevé et billet à ordre relevé.

2. Prélèvements, TIP et télétransferts.

3. Y compris les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.

Paiements par carte bancaire et par chèque au sein de l'UE en 2011

	Transactions annuelles par habitant		Montant moyen en euros	
	Carte bancaire	Chèque	Carte bancaire	Chèque
Allemagne	36,1	0,5	63,6	6 239,4
Autriche	53,0	0,2	62,6	6 450,0
Belgique	105,2	0,6	54,8	7 169,5
Bulgarie	3,8	...	39,9	...
Chypre	45,2	23,3	84,7	1 927,6
Danemark	215,6	1,0	44,9	2 738,4
Espagne	51,7	2,1	45,0	4 882,5
Estonie	147,3	0,0	16,0	636,0
Finlande	202,7	0,1	33,1	33 434,3
France	121,4	45,6	49,8	601,6
Grèce	6,6	1,7	87,4	16 727,8
Hongrie	23,2	0,0	27,7	...
Irlande	75,5	18,8	69,5	4 492,5
Italie	25,8	4,8	78,2	2 720,4
Lettonie	55,5	0,0	20,5	871,2
Lituanie	33,2	0,1	18,3	2 382,7
Luxembourg	137,7	0,4	79,4	...
Malte	33,0	23,3	62,5	1 294,8
Pays-Bas	146,4	...	39,4	...
Pologne	26,9	0,0	24,9	4 413,2
Portugal	116,2	10,0	45,0	2 132,2
Rép. tchèque	25,5	0,1	37,6	2 419,0
Roumanie	6,1	0,3	37,0	2 447,3
Royaume-Uni	157,8	15,5	58,4	1 143,7
Slovaquie	28,1	0,0	50,6	593,8
Slovénie	58,9	0,1	37,6	418,1
Suède	206,7	0,0	43,5	8 278,1
UE à 27	73,9	9,2	51,5	1 186,8

Source : Banque centrale européenne.